

Fiche de révision : Arrêt Nicolo (Conseil d'État, 20 octobre 1989)

Faits de l'affaire :

- M. Nicolo, candidat aux élections européennes de **1989**, conteste la validité des résultats des élections. Il estime qu'une loi française de **1977**, relative à l'élection des représentants au Parlement européen, est contraire à un traité international (le traité de Rome de **1957**, instituant la Communauté économique européenne).
 - Le Conseil d'État est alors saisi pour se prononcer sur cette question.
-

Problème juridique :

Le juge administratif peut-il contrôler la compatibilité d'une loi française avec un traité international ?

Solution apportée par le Conseil d'État :

- **Règle de droit dégagée :** Le Conseil d'État accepte, pour la première fois de manière explicite, de contrôler la compatibilité d'une loi française avec un traité international postérieur.
- **Fondement juridique :** Article 55 de la Constitution de **1958**, qui dispose que les traités ou accords internationaux ont une autorité supérieure à celle des lois, sous réserve de leur application réciproque.

Portée de l'arrêt :

- **Révolution jurisprudentielle :** Cet arrêt met fin à la jurisprudence antérieure (notamment l'arrêt **Syndicat général des fabricants de semoules de France, 1968**) qui refusait ce contrôle. Avant **Nicolo**, le Conseil d'État considérait qu'il ne lui appartenait pas de juger la conformité des lois aux traités, au motif de la séparation des pouvoirs.
- **Consécration de la supériorité des traités sur les lois internes :** Grâce à cet arrêt, le juge administratif se reconnaît compétent pour vérifier qu'une loi nationale respecte bien les engagements internationaux de la France. Si la loi est contraire à un traité, le juge administratif doit écarter l'application de cette loi dans le cas d'espèce.

- **Influence sur le droit européen et international :** L'arrêt renforce la place du droit international et européen dans l'ordre juridique interne, en permettant une meilleure intégration des normes internationales.
-

Conséquences et apports pratiques :

- **Fin du dualisme strict entre droit interne et droit international :** Le juge administratif peut désormais, comme le juge judiciaire (depuis l'arrêt **Jacques Vabre** de **1975** de la Cour de cassation), écarter une loi contraire à un traité.
- **Contrôle plus poussé de la conformité des actes nationaux aux traités internationaux :** Les justiciables peuvent contester l'application d'une loi au regard des engagements internationaux de la France.

Conclusion :

L'arrêt **Nicolo** consacre la primauté des traités internationaux sur la loi nationale, et renforce ainsi la place du juge administratif dans le contrôle de la hiérarchie des normes.